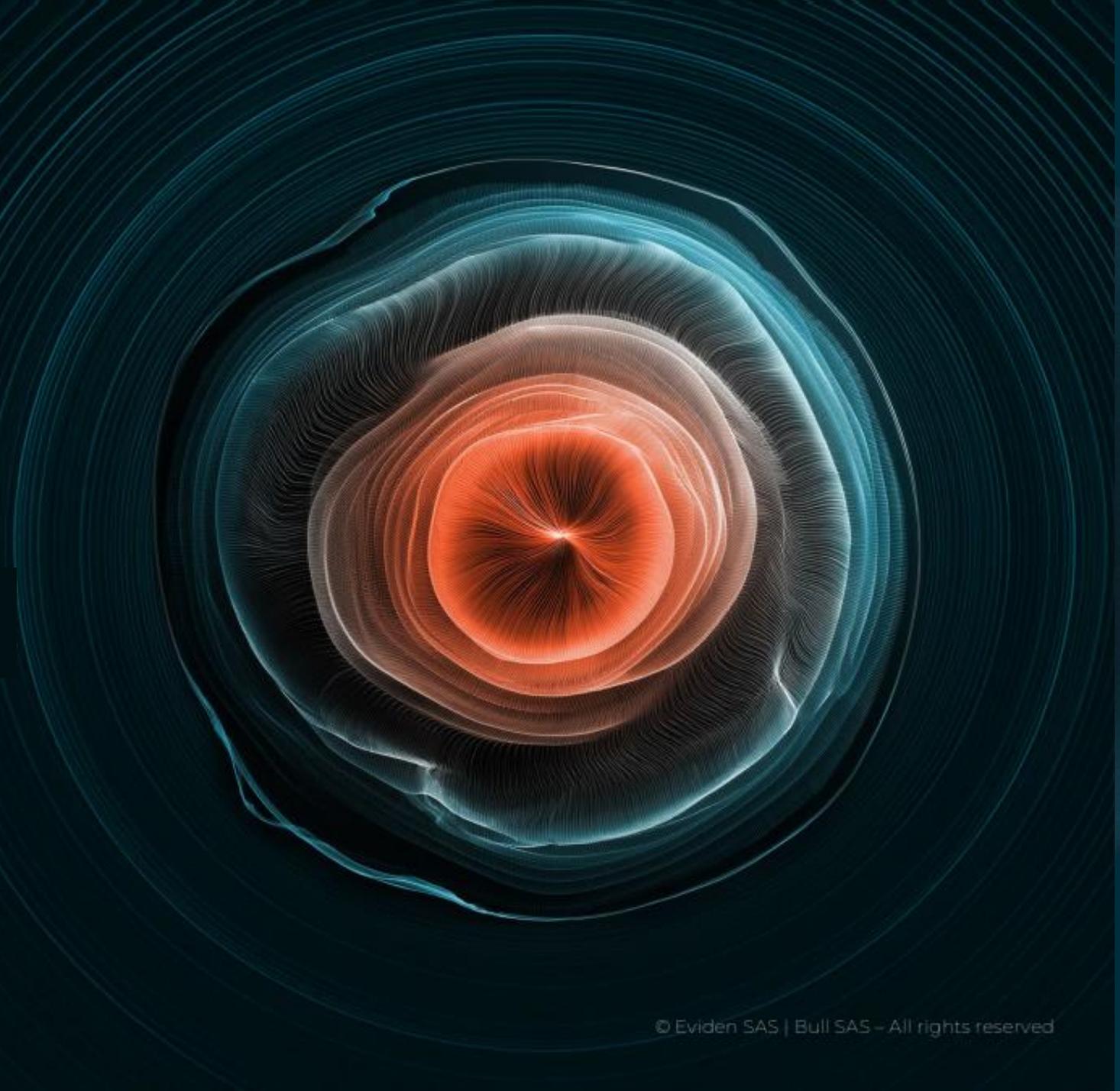


# NIS 2 en un coup d'œil

Ce qu'il est important de  
connaître pour être en conformité



“ Les cybermenaces causant de plus en plus de problèmes aux entreprises d'année en année, l'Union européenne a décidé de mettre en œuvre un nouvel ensemble de normes de cybersécurité à respecter afin de s'assurer que les entreprises au sein du marché de l'UE soient plus résistantes.

Dans cette optique, nous avons pensé revenir sur **l'essence de la directive NIS 2** afin que vous sachiez en quoi consiste cette nouvelle directive, qui est concerné et comment s'y conformer. »



**Maxime Karcenty**

Avant-vente IAM et  
spécialiste Marketing –  
France, Evidian

## Qu'est-ce que NIS ?

La Directive NIS (Network and Information Security) a été pour la première fois introduite en 2016 **pour renforcer la cybersécurité en Europe**, en mettant l'accent sur les entreprises et les secteurs axés sur les technologies de l'information et de la communication.

## Qu'est ce qui est nouveau avec NIS 2 ?

La NIS2 vise à élargir considérablement les entreprises concernées, les secteurs (18) et les exigences à respecter pour être en conformité et réduire le risque de dommages aux systèmes informatiques et aux données.

1

Poursuite de la couverture des secteurs NIS existants (soins de santé, banques, transports) et extension à de **nouveaux domaines**.

2

Extension de la directive aux **entreprises privées**, affectant des milliers d'entreprises, des PME aux grandes sociétés.

3

Introduction d'un mécanisme de proportionnalité, établissant une distinction entre les entités **essentielles** et les **entités importantes**.



## Qui est concerné ?

Toute entité essentielle ou importante qui fournit des services à l'économie ou à la société européenne sera soumise à la NIS2, y compris les entités situées en dehors de l'UE mais qui fournissent des services au sein de l'UE :

### Entités essentielles (EE)

Entités de taille moyenne ou grande (qui emploient **au moins 250 personnes** ou dont le chiffre d'affaires est égal ou supérieur à **50 millions d'euros** ou dont le bilan annuel est égal ou supérieur à 43 millions d'euros) dans les secteurs de [l'Annexe 1](#).

### Entités importantes (EI)

**Les moyennes et grandes** entreprises des secteurs de l'annexe 2 et les moyennes entreprises des secteurs de [l'Annexe 1](#) et de [l'Annexe 2](#).

## Quelles sont les principales exigences en matière de conformité ?



**Analyse des cyber-risques**  
encourus et des politiques de  
sécurité en place



**Sécuriser les réseaux et les systèmes d'information** avec :

- l'utilisation de techniques de cryptographie et de chiffrement des données
- le contrôle des accès au système
- l'intégration de solutions d'authentification multifactorielle



Mise en œuvre de mesures visant à garantir la  
**continuité des activités** en cas d'incident.



**Former les employés** aux cyber-risques et aux  
meilleures pratiques à adopter pour s'en protéger



L'obligation de disposer d'une **équipe de gestion des incidents cyber** avec l'obligation de :

- signaler un incident de sécurité dans les 24 heures
- présenter une évaluation de l'impact de l'incident dans les 72 heures
- fournir un rapport complet dans un délai d'un mois.



**Tests et audits de sécurité**

La NIS2 exigera des entités qu'elles effectuent régulièrement des tests et des audits techniques, y compris des tests d'intrusion et des analyses de vulnérabilité, afin d'évaluer l'efficacité des mesures de sécurité déployées.



**Sécurité de la chaîne d'approvisionnement**

Les entreprises seront tenues d'exercer un audit préalable sur la chaîne d'approvisionnement, notamment en étudiant les pratiques de cybersécurité en vigueur chez leurs fournisseurs et prestataires de services.

### Quand ?

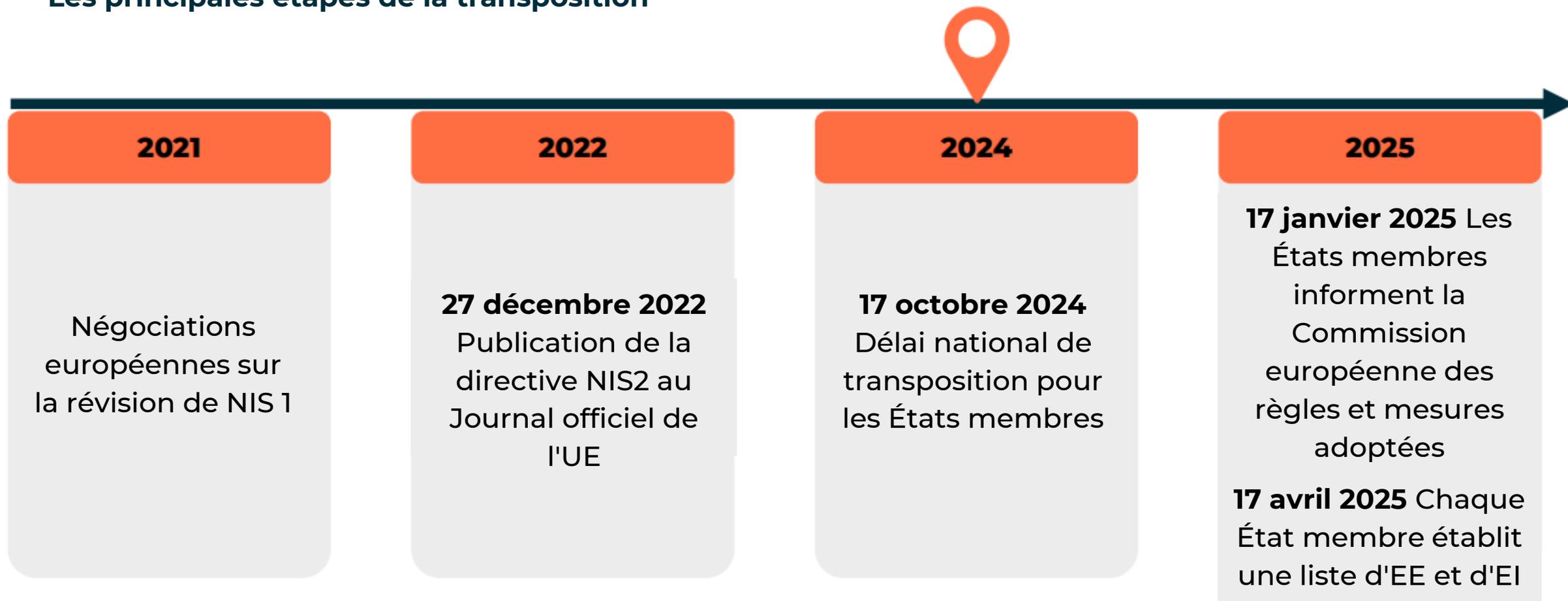
Dès le **17 octobre 2024**, les États membres doivent transposer les mesures de la directive NIS2 dans leur droit national. Les États de l'Union européenne (UE) auront alors quelques mois pour s'en imprégner, adopter la directive et publier leurs recommandations pour que les entreprises se mettent en conformité.

D'ici là, les **opérateurs de services essentiels** (OSE) et les **fournisseurs de services numériques** doivent continuer à se conformer aux exigences de la directive NIS et des autres réglementations relatives à la sécurité des systèmes d'information.

En outre, les entités qui **relevaient déjà du champ d'application de la NIS** doivent poursuivre leurs efforts pour se conformer à la **première version de la directive**. Les efforts déployés jusqu'à présent ne seront bien sûr pas perdus, puisque la nouvelle version de la directive s'appuie sur les acquis de la précédente.



## Les principales étapes de la transposition



Plus d'information sur [MonEspaceNIS2](#)

## Sanctions financières

Le niveau d'exigence des mesures de sécurité à mettre en œuvre peut être différent d'un pays à l'autre et pour des entités essentielles ou importantes. Les amendes mentionnées ci-dessous ne sont donc données qu'à titre indicatif

### Pour les entités essentielles

Jusqu'à **2 %** du chiffre d'affaires mondial et jusqu'à **10 millions d'euros** d'amende

### Pour les entités importantes

Jusqu'à **1,4 %** des ventes mondiales et jusqu'à **7 millions d'euros** d'amende

## Annexe 1 Secteurs



### Energie

(électricité, chauffage et refroidissement urbains, pétrole, gaz naturel, hydrogène)



### Transport

(air, rail, eau, route)



### Banque



### Infrastructure des marchés financiers



### Santé

(incluant désormais les laboratoires de référence, les fabricants de dispositifs médicaux, les fabricants de produits pharmaceutiques et autres)



### Eau potable



### Eaux usées



### Infrastructure numérique



### Gestion des services TIC



### Administration publique

« centrale et régionale »



### Espace

## Annexe 2 Secteurs



**Services postaux  
et de messagerie**



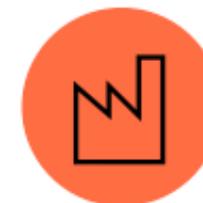
**Gestion des  
déchets**



**Fabrication,  
production et  
distribution de  
produits chimiques**



**Production,  
transformation  
et distribution  
de denrées  
alimentaires**



**Industrie**  
(dispositifs médicaux et  
dispositifs médicaux de  
diagnostic in vitro ; produits  
informatiques, électroniques et  
optiques ; matériel électrique ;  
machines et équipements  
n.c.a., véhicules automobiles,  
remorques et semi-remorques ;  
autres matériels de transport)

# EVIDEN

## Merci

Pour en savoir plus, consultez notre publication trimestrielle sur les dernières tendances et innovations en matière de cybersécurité :

 [Eviden digital security magazine](#)